

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

1^{er} avril 2014
Français
Original : anglais

Troisième session

New York, 28 avril-9 mai 2014

Désarmement nucléaire

**Document de travail présenté par le Groupe des États
non alignés parties au Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires**

1. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne que le Traité constitue un fondement essentiel de la mise en œuvre du désarmement nucléaire et un instrument clef de la lutte contre la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires.
2. Le Groupe réaffirme les positions de principe du Mouvement des pays non alignés en ce qui concerne le désarmement nucléaire, qui reste sa première priorité, et la question connexe de la non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects, et rappelle qu'il importe de mener parallèlement les efforts en faveur de la non-prolifération nucléaire, d'une part, et du désarmement nucléaire, d'autre part. Il manifeste son inquiétude quant au danger que représentent pour l'humanité l'existence d'armes nucléaires et leur emploi potentiel ou la menace de leur utilisation. Il rappelle aussi que l'élimination complète de ces armes est le seul moyen de s'en protéger de manière absolue.
3. Le Groupe reste profondément préoccupé par les doctrines de défense stratégique des États dotés de l'arme nucléaire qui explicitent les raisons du recours à ces armes, comme l'illustre l'examen de la politique nucléaire récemment mené par l'un de ces États, qui envisage d'élargir la définition des cas dans lesquels ces armes peuvent être utilisées.
4. Le Groupe reste aussi vivement préoccupé par le concept stratégique pour la défense et la sécurité des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui justifie l'emploi ou la menace de l'utilisation d'armes nucléaires et pérennise des notions indéfendables concernant la sécurité internationale, basées sur la promotion et la création d'alliances militaires nucléaires et de politiques de dissuasion nucléaire.
5. Le Groupe souligne que le multilatéralisme et les solutions convenues au niveau multilatéral, conformément à la Charte des Nations Unies, sont le seul moyen viable de régler les questions de désarmement et de sécurité internationale.



6. Le Groupe demande de nouveau instamment que les États dotés de l'arme nucléaire s'acquittent strictement des engagements formels qu'ils ont pris à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 de parvenir à l'élimination complète de leurs arsenaux nucléaires et, par là même, au désarmement nucléaire, objectif qui a été réaffirmé par la Conférence d'examen de 2010. Ces engagements doivent se concrétiser sans plus tarder par une accélération des négociations et par la mise en œuvre des 13 mesures concrètes devant permettre de progresser systématiquement sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires, comme il a été convenu à la Conférence d'examen de 2000 et conformément aux conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi formulées à la Conférence d'examen de 2010, qui a confirmé la validité de ces engagements.

7. Le Groupe rappelle qu'aux fins de la mise en œuvre intégrale, effective et urgente de l'article VI du Traité ainsi que des paragraphes 3 et 4 c) de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », et faisant fond sur les mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, la Conférence de 2010 a arrêté un plan d'action sur le désarmement nucléaire qui énonce des mesures concrètes visant à éliminer totalement les armes nucléaires. Par conséquent, le Groupe encourage vivement la mise en œuvre rapide et complète de ce plan d'action.

8. Le Groupe rappelle qu'en s'acquittant de leur engagement formel de parvenir à l'élimination complète de leurs arsenaux nucléaires, les États dotés de l'arme nucléaire se sont aussi engagés à redoubler d'efforts pour réduire et, à terme, éliminer tous les types d'armes nucléaires, notamment par des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales. Le Groupe demande à ces États d'honorer intégralement leurs engagements.

9. À ce propos, le Groupe souligne en particulier qu'il est fondamental que les États dotés de l'arme nucléaire s'acquittent de toute urgence de l'intégralité des engagements qu'il ont pris en vertu de la mesure n° 5 du plan d'action sur le désarmement nucléaire. Dans cette optique, il rappelle que ces États se sont engagés à accélérer les progrès concrets en vue du désarmement nucléaire, notamment : a) en avançant rapidement vers une réduction globale du stock mondial d'armes nucléaires, tous types confondus; b) en intégrant toutes les armes nucléaires, quel que soit leur type ou leur emplacement, dans le processus général de désarmement nucléaire; c) en réduisant encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité; d) en examinant les politiques susceptibles d'empêcher le recours aux armes nucléaires et, à terme, d'aboutir à leur élimination, de réduire le risque de guerre nucléaire et de contribuer à la non-prolifération et au désarmement nucléaires; e) en tenant compte du fait qu'il est dans l'intérêt légitime des États non dotés de l'arme nucléaire de réduire encore le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires de manière à favoriser la stabilité et la sécurité internationales; f) en réduisant le risque d'emploi accidentel des armes nucléaires; et g) en améliorant davantage la transparence et en renforçant la confiance mutuelle.

10. Par ailleurs, le Groupe invite les États dotés de l'arme nucléaire à présenter au Comité préparatoire, en 2014, un rapport de fond exhaustif sur les engagements pris en vertu de la mesure n° 5 du plan d'action afin de permettre à la Conférence d'examen de 2015 de faire le point sur la situation et d'envisager les prochaines

mesures à prendre en vue de l'application intégrale de l'article VI du Traité et, à terme, de l'élimination totale des armes nucléaires.

11. Le Groupe salue la convocation de la toute première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, qui s'est tenue le 26 septembre 2013, et souligne que l'appui vigoureux, exprimé à la réunion, en faveur de l'adoption urgente de mesures efficaces visant à l'élimination totale des armes nucléaires, montre que le désarmement nucléaire reste la priorité absolue de la communauté internationale.

12. Dans ce cadre, le Groupe demande que soit intégralement appliquée la résolution 68/32, intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », dans laquelle l'Assemblée générale : i) demande que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption rapide d'une convention globale relative aux armes nucléaires interdisant la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert et l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes et prévoyant leur destruction; ii) décide de convoquer, au plus tard en 2018, une conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire pour faire le point sur les progrès accomplis; iii) déclare que le 26 septembre sera la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et que cette journée aura pour objet de promouvoir la réalisation de cet objectif, y compris par l'organisation d'activités de sensibilisation et d'information portant sur la menace que les armes nucléaires représentent pour l'humanité et la nécessité de les éliminer complètement, afin de mobiliser la communauté internationale en vue de la réalisation de l'objectif commun qu'est l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires.

13. Le Groupe souligne en outre l'importance de la résolution, dans laquelle l'Assemblée générale : i) souligne l'appui vigoureux, exprimé à la réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire, en faveur de l'adoption urgente de mesures efficaces visant à l'élimination totale des armes nucléaires; ii) demande que soient respectés sans attendre les obligations juridiques et les engagements pris en matière de désarmement nucléaire; iii) s'associe aux nombreuses voix qui se sont exprimées en faveur d'une convention globale sur les armes nucléaires à la réunion de haut niveau; iv) prie le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires, de lui faire rapport à ce sujet à sa soixante-neuvième session et de transmettre également ce rapport à la Conférence du désarmement; v) invite les États Membres, le système des Nations Unies et la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires, les parlementaires, les médias et les particuliers, à marquer et à promouvoir la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires par toutes sortes d'activités d'information et de sensibilisation du public.

14. Le Groupe s'inquiète beaucoup de l'absence persistante de progrès dans le domaine du désarmement nucléaire, qui pourrait entraver l'objet et la finalité du Traité. Il regrette aussi profondément la position rigide que continuent de défendre certaines puissances nucléaires, qui empêchent ainsi la Conférence du désarmement de créer un comité spécial du désarmement nucléaire. La négociation d'un programme d'élimination progressive des armes nucléaires assorti d'un calendrier précis est indispensable et doit commencer sans plus attendre. À cet égard, le

Groupe demande une fois encore la création, dès que possible et à titre tout à fait prioritaire, d'un comité spécial du désarmement nucléaire et rappelle la mesure n° 6 du plan d'action, par laquelle tous les États sont convenus qu'il était nécessaire que la Conférence du désarmement constitue immédiatement un organe subsidiaire pour traiter du désarmement nucléaire, dans le cadre d'un programme de travail concerté, complet et équilibré.

15. Le Groupe soutient fermement l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires ainsi que l'élimination de toute la production passée et des stocks actuels de ces matières, de manière irréversible et vérifiable et compte tenu des objectifs du désarmement nucléaire et de la non-prolifération, sans préjudice du droit inaliénable qu'ont les États parties au Traité de poursuivre la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, y compris de conserver leur production passée et future et leurs stocks actuels de matières fissiles placés sous le régime de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

16. Le Groupe souligne que les États non dotés de l'arme nucléaire parties au Traité ont déjà souscrit un engagement juridiquement contraignant qui leur interdit de produire des matières fissiles destinées à la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

17. Le Groupe reste profondément préoccupé par l'absence de progrès sur la voie de l'élimination totale des armes nucléaires, malgré les quelques rapports qui font état de réductions bilatérales et unilatérales des arsenaux. Ces réductions sont compromises par la modernisation des armes nucléaires, de leurs vecteurs et des infrastructures connexes qu'entreprennent les États dotés de l'arme nucléaire. Pour pouvoir s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article VI du Traité ainsi que ainsi des engagements énoncés dans les 13 mesures concrètes et dans le plan d'action de 2010, ces États doivent immédiatement mettre fin à leurs projets d'investissement supplémentaire dans la modernisation, l'amélioration, la remise à neuf ou la prolongation de la durée de vie de leurs armes nucléaires et des installations correspondantes. Le Groupe s'inquiète par ailleurs de l'existence et du déploiement de dizaines de milliers de ces armes, dont le nombre exact reste indéterminé du fait du manque de transparence des divers programmes d'armement nucléaire.

18. À ce propos, et tout en prenant note de la signature et de l'entrée en vigueur du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, le Groupe réitère la position qu'il a exprimée lors de l'adoption de la résolution [65/61](#) de l'Assemblée générale intitulée « Réductions bilatérales des armements nucléaires stratégiques et nouveau cadre de relations stratégiques ». Il craint également que les engagements nationaux en matière de modernisation des armes nucléaires pris en échange de la ratification de ce traité ne mettent à mal les réductions minimales convenues dans l'instrument.

19. Le Groupe insiste sur le fait que les concessions consenties en matière de déploiement et de disponibilités opérationnelles ne sauraient se substituer à des réductions irréversibles et à l'élimination totale des armes nucléaires; il demande par conséquent aux États dotés de l'arme nucléaire d'appliquer les principes de transparence, d'irréversibilité et de vérifiabilité à toutes ces réductions et de réduire davantage leurs arsenaux nucléaires, qu'il s'agisse des ogives ou de leurs vecteurs,

afin de faciliter au plus tôt l'exécution de leurs obligations en matière de désarmement nucléaire et l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Il rappelle en outre que la Fédération de Russie et les États-Unis se sont engagés, dans le cadre de la mesure n° 4 du plan d'action, à appliquer intégralement le Traité sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, et demande instamment à ces deux États de prendre toutes les mesures requises pour réduire davantage leurs arsenaux nucléaires en vue de parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires.

20. Le Groupe estime que l'abrogation du Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques a créé de nouvelles difficultés en termes de stabilité stratégique et de prévention d'une course aux armements dans l'espace. Il persiste à penser que le déploiement de systèmes nationaux et stratégiques de défense antimissiles risque de déclencher une ou plusieurs courses aux armements et d'ouvrir la voie au perfectionnement de systèmes de missiles avancés et à l'augmentation du nombre d'armes nucléaires. Comme l'a fait l'Assemblée générale dans sa résolution 68/29, le Groupe souligne l'urgente nécessité d'entreprendre, à la Conférence du désarmement, des travaux de fond sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

21. Le Groupe estime également que la fabrication et l'amélioration qualitative des armes nucléaires, la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires de pointe, la définition de nouvelles cibles à des fins d'antiprolifération agressives et l'absence de progrès dans la réduction du rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité fragilisent encore les engagements pris en matière de désarmement.

22. Le Groupe insiste sur le fait que la Cour internationale de Justice a conclu à l'unanimité à l'existence de l'obligation de poursuivre de bonne foi et de faire aboutir les négociations devant conduire au désarmement nucléaire sous tous ses aspects et sous un contrôle international strict et efficace.

23. Le Groupe souligne que la prorogation pour une durée indéfinie du Traité n'implique pas que les États dotés de l'arme nucléaire posséderont leurs arsenaux indéfiniment. Il considère, à cet égard, qu'une telle hypothèse est incompatible avec l'intégrité et la pérennité du régime de non-prolifération nucléaire sur le plan tant vertical qu'horizontal, ainsi qu'avec l'objectif plus large de maintenir la paix et la sécurité internationales.

24. Le Groupe réaffirme par ailleurs que, en attendant l'élimination complète des armes nucléaires, tous les États non dotés de cette arme qui, en devenant parties au Traité, y ont renoncé, ont le droit légitime de recevoir notamment des garanties de sécurité effectives, universelles, inconditionnelles, non discriminatoires, irrévocables et juridiquement contraignantes contre l'emploi ou la menace de l'emploi de telles armes, en toutes circonstances.

25. Le Groupe réaffirme qu'aux termes de la Charte des Nations Unies, les États doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

26. À ce sujet, le Groupe tient à rappeler l'avis consultatif du 8 juillet 1996 de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, selon lequel « il n'existe aucune prescription spécifique de droit international coutumier ou conventionnel qui autoriserait la menace ou l'emploi d'armes nucléaires » et « la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés, et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire ».

27. Par conséquent, le Groupe est d'avis que, en attendant l'élimination totale des armes nucléaires, seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes, les puissances nucléaires doivent sérieusement s'abstenir, en toutes circonstances, d'utiliser ou de menacer d'utiliser de telles armes à l'encontre des États parties au Traité qui n'en sont pas dotés. Il pense que cette utilisation ou cette menace violerait les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, en particulier le droit international humanitaire. Le Groupe est d'ailleurs convaincu que le simple fait de posséder des armes nucléaires est incompatible avec les principes de ce dernier droit. À cet égard, il réclame avec insistance la suppression intégrale de l'emploi ou de la menace de l'emploi de ces armes dans les doctrines militaires.

28. Le Groupe souligne à quel point il importe de parvenir à l'adhésion universelle au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à son entrée en vigueur et invite les États dont la ratification est indispensable à l'entrée en vigueur, en particulier deux États dotés de l'arme nucléaire, à ratifier le Traité et à contribuer ainsi au désarmement nucléaire et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Il rappelle que les cinq États dotés de l'arme nucléaire ont la responsabilité particulière de montrer l'exemple dans ce domaine.

29. Le Groupe rappelle qu'il a présenté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 un document de travail intitulé « Éléments d'un plan d'action pour l'élimination des armes nucléaires », publié sous la cote [NPT/CONF.2010/WP.47](#), et se déclare résolu à présenter une version actualisée de ce plan à la Conférence de 2015.

30. Le Groupe demande de nouveau que soit créé à titre prioritaire à la Première Commission un organe subsidiaire sur le désarmement nucléaire chargé d'étudier la mise en œuvre des engagements au titre de l'article VI du Traité et les mesures concrètes supplémentaires nécessaires pour accomplir des progrès dans cette voie.

31. Le Groupe constate avec inquiétude l'absence d'accord sur un certain nombre de ses priorités majeures et se déclare déterminé à poursuivre son action collective en vue de concrétiser ces priorités lors de l'examen du Traité en 2015.